

CINQ LECONS DE L'ATTAQUE CONTRE L'ARABIE SAOUDITE...

Tripoli (Liban), 7 octobre.

Après l'attaque du 14 septembre dernier, les dégâts matériels sur les installations pétrolières saoudiennes sont considérables. L'installation de Khurais, dans l'est du royaume, a ainsi été frappée quatre fois et des incendies y ont fait rage cinq heures durant, ce qui a contribué à la réduction de moitié de la production du premier exportateur mondial d'or noir et entraîné une flambée des prix. Dix-huit frappes ont été recensées à Abqaiq à 200 kilomètres au nord-est de Khurais, qui abrite la plus grande usine du monde de traitement de brut. D'énormes réservoirs ont été endommagés à Abqaiq ainsi que des tours de « stabilisation », servant notamment à séparer le gaz du brut. Selon un responsable d'Aramco¹, Khaled al-Ghamdi, « 6000 ouvriers sont impliqués dans les travaux de réparation » contre 112 habituellement sur le site.

Ces faits ont aussitôt soulevé une réprobation générale bien compréhensible... Cela dit, on aimerait voir la même unanimité condamner aussi la dictature saoudienne qui détruit méthodiquement le Yémen – l'un des pays les plus pauvres du monde – depuis 2015, en bombardant les aéroports et la quasi-totalité des infrastructures. Cette « guerre oubliée », qui n'a guère suscité l'inquiétude des habituelles belles âmes droit-de-l'hommistes a déjà causé des milliers de victimes et de réfugiés, entraînant un ravage humanitaire dont le retour du... choléra !

Dans ces circonstances, on s'attendait depuis longtemps à des réactions, et prochetmoyen-orient.ch l'a écrit à plusieurs reprises : « l'impunité saoudienne n'aura qu'un temps et amènera, le moment venu, des représailles à la hauteur des souffrances de la population yéménite »². Par ailleurs, dans la mesure où Washington empêche l'Iran d'exporter ses hydrocarbures, pourquoi ce pays n'empêcherait-il pas à son tour les alliés régionaux des Etats-Unis d'exporter les leurs ? « Bien fait ! », diraient les enfants... Donc, c'est fait et l'horrible guerre coloniale menée sur son flanc sud par la monarchie wahhabite n'a certainement pas dit toutes ses ruses et rebondissements... Cela dit, et en marge de ces considérations plus morales que géostratégiques, plusieurs leçons peuvent, d'ores et déjà, être tirées de cette attaque contre l'Arabie saoudite : 1) un mode opératoire inédit mêlant drones et missiles ; 2) une Arabie saoudite surarmée mais vulnérable et non protégée par ses alliés ; 3) l'impuissance américaine ; 4) la vraie nature de la dictature wahhabite ; 5) enfin, un basculement stratégique en faveur de la Russie, de la Chine et des puissances régionales. Voyons cela.

UN : DES DRONES ET DES MISSILES

Selon les autorités saoudiennes elles-mêmes, 18 drones et sept missiles de croisière ont été utilisés. Des drones seuls – comme annoncés dans un premier temps par la presse trop pressée- n'auraient jamais pu causer de tels dégâts. Hormis le drone américain *Predator*, dont les différentes versions (notamment le *Predator C³*) peuvent être réellement armés, la plupart de ce type d'engins connus ne peuvent embarquer qu'une vingtaine de kilos de charge explosive. Après les premières études d'impact, les experts ont dû se rendre à l'évidence : les

drones engagés ont, sans doute, permis un marquage de cible, tandis que l'attaque et ses dégâts ont été le fait de missiles de moyenne portée.

Ce n'est pas la première fois que les unités houthis arrivent à cibler des objectifs saoudiens, y compris jusqu'à l'aéroport de Riyad. Mais cette fois-ci, l'ampleur des dégâts et la portée de l'attaque renvoient à des matériels dont ne disposent pas ces combattants, estiment les experts militaires les plus fiables. Les missiles engagés (de moyenne ou longue portée) proviennent, sans doute, d'une puissance régionale rompue à l'usage de ce type de matériels. Si l'on peut aisément exclure l'Arabie saoudite elle-même, les Etats-Unis, les Emirats arabes unis (EAU), la Turquie et Israël, il reste l'Iran bien-sûr. Mais pour l'instant rien n'est prouvé...

Encore que l'on ait le plus grand mal à admettre que des tirs de missiles – dans l'une des régions du monde les plus observées par radars, avions de surveillance et satellites – aient pu échapper ainsi à l'attention des militaires américains et autres Occidentaux installés dans la zone- dont la Grande Bretagne et notre pays qui dispose d'une base à Abou Dhabi. L'autre question concerne la situation géographique des pas de tir. Les rampes de lancement sur camion semi-remorque démultiplient les hypothèses dont deux sont à retenir : nord du Yémen ou Irak, le territoire iranien étant à exclure, toujours selon les sources militaires de prochetmoyen-orient.ch, « afin d'éviter une signature trop évidente et pouvant trop facilement justifier des représailles, étant entendu que l'Iran a toujours soigneusement évité une confrontation directe avec la dictature saoudienne ».

Les analystes militaires – consultés par nos soins – estiment que les missiles sont partis du territoire irakien. Une telle hypothèse de travail pose immédiatement plusieurs constats : comment des rampes de missiles mobiles ont-elles pu, à ce point, échapper aux services de renseignement américains ? Les Etats-Unis disposent toujours de quelques 30 000 soldats en Irak. Ensuite, partant d'Irak, ces missiles ont dû parcourir plus de 500 kilomètres et traverser les cieux du Koweït, ce qui amplifie la question de la surveillance des espaces aériens des monarchies du Golfe. Enfin, si les missiles ont été lancés depuis le territoire du Yémen, ils ont aussi dû parcourir plusieurs centaines de kilomètres, mettant encore plus gravement en cause la sécurité de la monarchie wahhabite.

DEUX : PLETHORE D'ARMES QUI NE SERVENT A RIEN !

L'Arabie saoudite se place à la troisième position dans le monde, après les Etats-Unis, et la Chine pour ses dépenses militaires. En effet, selon le rapport annuel de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), ses dépenses ont été de 67,6 milliards de dollars en 2018. Or, quand on rapporte cette somme au produit intérieur brut (PIB), cela donne 8,8%, ce qui place l'Arabie saoudite en première place – et de très loin – dans le monde !

L'auteur de ces lignes se souvient avoir accompagné Dominique de Villepin lors d'un voyage officiel en Arabie saoudite. Hors du programme officiel, un ami saoudien avait pu nous faire visiter un entrepôt, dénué de toute surveillance, où se trouvaient empilées d'innombrables palettes frappées de l'inscription « made in USA », des palettes de matériels militaires qui n'avaient même pas été ouvertes ! Selon notre interlocuteur, ce stock était abandonné aux vents de sable, aux souris et chats errants depuis plusieurs mois...

Et malgré les nombreux films de propagande de l'armée saoudienne vantant les prouesses de ses farouches guerriers du désert, la plupart des attachés de défense en poste à Riyad et dans

la région le reconnaissent : « l'armée de la monarchie est parfaitement nulle. Achetées en Europe, les frégates de premier rang pourrissent à quai à Djeddah et ailleurs. Malgré des mois de formation, les marins saoudiens ne savent toujours pas naviguer et utiliser le potentiel de ces bâtiments les plus modernes. A chaque tentative de sortie, ils cassent quelque chose avant un prompt retour au port. Quant à l'aviation de combat, voilà des années qu'elle emploie des pilotes, mercenaires grassement payés venus d'Ukraine et d'Amérique Latine. Les pilotes saoudiens ont beaucoup plus d'heures de *diwan'ya* et de réceptions officielles que d'heures de vol ».

Les sites pétroliers et gaziers – d'extraction, de raffinage et d'exportation portuaire – sont sécurisés par des compagnies privées de « contractors », la plupart du temps anglo-saxonnes. La mission des forces nationales de sécurité se cantonne presque exclusivement à la surveillance et à la répression des opposants et des régions où vivent les minorités chi'ites considérées comme une population délinquante.

Ce qui est plus étonnant, c'est que les grands alliés de cette dictature, à savoir les Etats-Unis – censés protéger les zones pétrolières et gazières depuis la signature du *Pacte du Quincy* (février 1945) et son renouvellement par George W. Bush en 2005 pour soixante années – se sont avérés tout aussi nuls, ne parvenant pas à prévenir et surtout éviter une attaque d'une telle ampleur. C'est un comble pour l'hyper-puissance qui se glorifie depuis la fin de la Seconde guerre mondiale de garantir la sécurité dans ce Moyen-Orient stratégique et plus spécifiquement de ses deux alliés historiques : l'Arabie justement et Israël. Les autorités de Tel-Aviv auraient elles du souci à se faire?

TROIS : DONALD TRUMP DANS LA NASSE

Obsédé par sa réélection hypothétique de novembre 2020, Donald Trump a promis au socle de son électorat de privilégier les questions domestiques par rapport aux engagements internationaux. Plus clairement encore, il a proclamé que les Etats-Unis ne devaient plus avoir vocation à jouer le rôle de gendarme du monde et qu'il ramènerait les « Boys » – engagés en Afghanistan, en Irak, en Syrie et ailleurs – à la maison ! On a vu qu'avec les Talibans, il a fait chou blanc, ces derniers s'appêtant à reprendre le pouvoir à Kaboul. Poursuivant un retrait laborieux dans l'ouest de l'Euphrate syrien, Donald Trump ne peut quitter l'Irak qui laisserait le champ libre à l'ouverture d'une autoroute chi'ite de l'Iran jusqu'au Liban !

Dans tous les cas de figures, le président américain s'est interdit de lancer de nouvelles opérations militaires conventionnelles, lourdes et durables. Malgré tout, les « Faucons » l'exhortent aujourd'hui à durcir le ton et envisager des bombardements contre l'Iran. Mais les experts du Pentagone savent qu'une telle décision pourrait se révéler encore plus dangereuse qu'une image de laxisme, sinon de faiblesse, car l'escalade pourrait aller très vite et « yéméniser toute la région », souligne un attaché européen de défense en poste à Washington. Inévitablement Téhéran riposterait par des attaques directes et massives contre l'Arabie saoudite, les EAU ou Bahreïn et ciblerait aussi les troupes américaines stationnées en Irak et en Afghanistan. Une guerre ouverte contre l'Iran serait catastrophique. Deux fois plus peuplé que l'Irak, ce pays serait un adversaire autrement plus redoutable que son voisin.

Donald Trump est bien dans la nasse : ne rien faire et passer pour un faible et un trouillard ou lancer une nouvelle guerre proche-orientale qui risque vite de virer au cataclysme. Mais c'est une nasse dans laquelle il s'est enfermé lui-même en jetant aux orties l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien. Comme l'écrit Nichols Kristof du *New York Times*, « si le prince

Mohammad ben Salman souhaite réagir par la force aux frappes aériennes contre ses installations pétrolières, qu'il envoie les avions de chasse et les missiles de son pays. Ce combat n'est pas le nôtre. Aucun Américain ne doit y laisser la vie »⁴.

Le journaliste américain conclut : « au lieu de tout cela, nous devrions coopérer avec les pays européens pour nous sortir de cette sale affaire et trouver le moyen de revenir dans l'accord sur le nucléaire iranien ».

QUATRE : LA VRAIE NATURE DE LA DICTAURE WAHHABITE

Cette attaque contre l'Arabie saoudite révèle aussi et surtout la vraie nature du « régime de Riyad » : faible sur le plan militaire on l'a dit, mais aussi et surtout rétrograde, réactionnaire et meurtrière. Le récent découpage à la scie à métaux d'un « journaliste » opposant dans les locaux du consulat saoudien d'Istanbul est l'arbre qui cache la forêt. Dans la monarchie wahhabite, on exécute aussi les dignitaires chi'ites, on décapite au sabre plusieurs centaines de personnes par an et les prisons sont pleines d'opposants, plusieurs milliers selon Amnesty International.

Mais il y a plus préoccupant encore et l'auteur de « *Arabie séoudite : la dictature protégée* » – Jean-Michel Foulquier⁵ (pseudonyme d'un grand diplomate français) l'écrivait dès 1995 : « par sa diplomatie du chéquier et ses différents outils de diplomatie religieuse, le royaume séoudien exporte et finance le wahhabisme et d'autres idéologies de l'Islam radical, matrices essentielles du terrorisme islamiste ».

Lors de son discours devant la 74^{ème} Assemblée générale des Nations unies⁶, Donald Trump a osé dire que l'Iran était le principal pays soutenant et finançant le terrorisme international ! *Fake News* mille fois ! C'est l'Arabie saoudite et ses instruments de wahhabisation de l'Islam mondial (Banques, ONGs, et donations privées) qui transforment, radicalisent et poussent les adeptes de cette religion à commettre agressions, attentats et prises d'otages contre les « Infidèles » occidentaux ! Dans son ouvrage, Jean-Michel Foulquier décrit très précisément ces mécanismes de guerre latente et permanente contre l'Occident.

En 1998, soit trois ans avant les attentats du 11 septembre, l'auteur de ces lignes publiait un livre sur les filières de financement du terrorisme⁷. La quasi-totalité de ces connexions internationalement très ramifiées ramenait inmanquablement à des bailleurs de fonds saoudiens privés et publics. Après les attentats du 11 septembre 2001, les enquêteurs américains durent admettre que quinze des dix-sept pirates de l'air/terroristes étaient Saoudiens ou d'origine saoudienne.

Loin d'avoir changé, cette situation s'est même amplifiée puisque Riyad finance désormais largement des écoles coraniques clandestines en France et en Europe. Parfaitement informé, notre ministre de l'Education Monsieur Blanquer nous explique qu'il ne peut pas les fermer par manque d'outils juridiques ! On croit rêver... Les auteurs des derniers attentats commis en France se sont tous revendiqués, soit de la *Qaïda* soit de l'organisation « Etat islamique » (*Dae'ch*), c'est-à-dire de formations nourries à la fois des enseignements du Wahhabisme saoudien et de ceux de la Confrérie des Frères musulmans -confrérie qui doit sa création historique et son implantation en Europe aux fonds saoudiens !

Dans la bande Sahélo-saharienne, les terroristes qui tirent quotidiennement sur nos soldats se revendiquent des idéologies diffusées par les madrassas de la région, financées là-aussi par

l'Arabie saoudite et d'autres monarchies du Golfe. Alors ! Que Donald Trump n'insulte pas notre intelligence : non Monsieur le président des Etats-Unis d'Amérique, ce n'est pas l'Iran qui finance et arme les terroristes d'aujourd'hui, mais ce sont vos grands amis et gros clients saoudiens ! Adressez ce genre de *Fake News* à votre électorat évangéliste, mais pas à vos soit-disant « alliés » européens qui connaissent désormais vos pratiques et mensonges d'agent immobilier véreux !

Monsieur le président des Etats-Unis, vos alliés saoudiens et le jeune prince MBS, que *Le Point* et tout particulièrement Franz-Olivier Giesbert, qualifiaient de « réformateur » et d'« espoir d'un Islam moderne », sont les assassins des peuples yéménite, syrien et, dans une moindre mesure irakien, ainsi que de leurs opposants politiques. La vraie nature du « régime de Riyad » est dictatoriale et, sans doute, plus violente et criminelle que la plupart des autres Etats de la région.

CINQ : UN GRAND RENVERSEMENT STRATEGIQUE

Le grand renversement stratégique des Proche et Moyen-Orient s'est opéré à travers deux événements capitaux qui n'ont pas été qualifiés et compris comme ils auraient dû l'être.

Le premier nous ramène à décembre 2016, aux combats et négociations qui ont précédé la reconquête/Libération d'Alep, la deuxième ville de Syrie. Enfermé dans un face à face bilatéral avec Washington, Moscou n'a jamais réussi à obtenir la liste des organisations rebelles syriennes dites « modérées », « laïques » et « démocratiques » soutenues par les Etats-Unis, leurs supplétifs européens, les Etats du Golfe et Israël. Ouvrant une négociation parallèle sur les questions militaires à Astana, la diplomatie russe a fait preuve d'une créativité réelle en associant – sur le plan diplomatique – les puissances régionales dont la Turquie et l'Iran. Cette approche plus inclusive a fini par payer, marginalisant les Etats-Unis et leurs alliés.

La même méthode est actuellement appliquée à la poche d'Idlib (à l'ouest d'Alep) où il s'agit de réduire la dernière poche de jihadistes armés en Syrie. Non seulement les Occidentaux ont été clairement marginalisés, mais ils ont subi un cinglant revers militaire et diplomatique, même s'ils espèrent rester dans le coup en continuant à soutenir les factions kurdes de l'Est de l'Euphrate. Toujours est-il que la reconstruction politique et économique de la Syrie se prépare sans eux !

Le deuxième événement fondateur de notre « grand renversement stratégique » est l'attaque menée par des missiles du Hezbollah contre une base israélienne du nord de la Palestine occupée. Le 9 septembre dernier, prochetmoyen-orient.ch titrait « Hezbollah, une performance opérationnelle qui change tout ! ». En effet parfaitement menée et réussie, cette attaque démontrait clairement que – pour l'ensemble de la région – la question nucléaire n'est plus prioritaire, désormais on s'intéresse aux différents arsenaux balistiques existants. Indépendamment du Hezbollah libanais – qui, maintenant peut cibler n'importe quel point du territoire israélien, y compris la centrale nucléaire de Dimona -, les unités houthis disposent de cet armement, sans parler des armées nationales syrienne et iranienne et de différentes organisations irakiennes.

Ce profond changement de la donne stratégique donne l'avantage aux approches diplomatiques et militaires de Moscou qui continuent à optimiser le « format Alep », avec –

en arrière-plan – la bienveillante complicité de la Chine qui dispose désormais d'un quai en eau profonde dans le port méditerranéen de Tartous (Syrie).

POUR NE PAS CONCLURE

Dans ce contexte, la leçon tirée par le journaliste du *New York Times* – précédemment cité – nous ramène à la négociation centrale Etats-Unis/Iran. On connaît aujourd'hui les quatre points du plan de médiation proposé par la France : 1) revenir au format « cinq-plus-un » (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU dont les Etats-Unis, plus l'Allemagne) afin d'allonger la durée de cet accord nucléaire au-delà de 2025 ; 2) l'Iran s'engage à assurer la paix et la sécurité afin de garantir la libre circulation maritime, notamment dans le détroit d'Ormuz ; 3) une levée des sanctions et de toutes les sanctions économiques (dont les nouvelles mesures prises en 2017) frappant unilatéralement l'Iran ; 4) enfin, l'Iran doit renouveler son engagement à ne pas fabriquer l'arme nucléaire.

Il est bien évident que la « rencontre ratée » entre les présidents Trump et Rohani – lors de la dernière Assemblée générale de l'ONU en septembre dernier – abondamment commentée par la presse, l'a été du seul fait (et c'est bien légitime) que la partie iranienne n'entend plus donner le moindre gage avant une levée effective et totale des sanctions occidentales frappant son économie, et tout particulièrement ses exportations d'hydrocarbure.

D'autres perspectives commencent à s'imposer avec la reconstruction économique à venir de la Syrie, qui ne manquera pas d'influencer, sinon de reconfigurer l'ensemble de la région. La question des « territoires » et de leurs aménagements s'impose, d'ores et déjà, comme le grand chantier. Et dans ce contexte, prochetmoyen-orient.ch en parle régulièrement, la philosophie politique d'Antoun Saadé redevient d'une grande actualité⁸. Fondée sur les territoires et la géographie comme support primordial des différentes communautés, la théorie d'une « Grande Syrie » pacifiée et pacifique pourrait inspirer les futurs bâtisseurs d'une paix régionale stable et durable.

Richard Labévière

¹ Saudi Aramco, officiellement Saudi Arabian Oil Company, est la compagnie nationale saoudienne d'hydrocarbures. Elle possède la quasi-intégralité des ressources en hydrocarbures du royaume et, du point de vue de ses réserves comme de celui de sa production, est de loin la première compagnie pétrolière mondiale.

² [Prochetmoyen-orient.ch](http://prochetmoyen-orient.ch), novembre 2017.

³ « Predator C » : Drone de reconnaissance et de combat ayant des caractéristiques furtives : d'une longueur de 13,5 mètres pour une envergure de 22 m, il est propulsé par un réacteur Pratt&Whitney et non par un turbopropulseur comme son aîné. Il est ainsi capable d'évoluer à une vitesse de 740 km/h à une altitude d'environ 15 000 mètres. Le premier vol du premier Avenger a eu lieu en avril 2009 et celui du deuxième prototype Predator C Avenger a lieu le 12 février 2012.

⁴ *New York Times*, 18 septembre 2019.

⁵ Jean-Michel Foulquier : *Arabie séoudite, la dictature protégée*. Editions Albin Miche, 1995.

[6](#) 24 septembre 2019.

[7](#) Richard Labévière : *Les Dollars de la terreur*. Editions Grasset, 1998.

[8](#) Régina Sneifer : *Une Femme dans la tourmente de la Grande Syrie – D'après les mémoires de Juliette Antoun Saadé*. Préface de Georges Corm. Editions Riveneuve, août 2019.